

Monsieur REINSTADLER, Adjoint au Maire chargé de l'Urbanisme, rappelle à l'Assemblée que par délibération du 28 Septembre 1992, le Conseil Municipal de LUDRES a émis un avis défavorable au projet de P.O.S. révisé de la Commune de FLEVILLE. Le document est actuellement soumis à enquête publique jusqu'au 23 Février 1993 et nous demandons aux commissaires enquêteurs de tenir compte des observations suivantes :

- le zonage prévu dans le projet de P.O.S. révisé de FLEVILLE, au droit des parcelles AO 11, 12 et 13 qui jouxtent la zone de LUDRES est manifestement incompatible avec l'affectation du sol de la Commune de LUDRES. Ces terrains sont classés en zone NC alors que le P.O.S. de LUDRES, révisé depuis 1988, prévoit une affectation en zone UX des parcelles qui avoisinent la zone de FLEVILLE.

Cette incompatibilité de zone (NC sur FLEVILLE et UX sur LUDRES) a pour conséquence de porter atteinte au caractère complémentaire des deux zones industrielles de LUDRES et FLEVILLE en empêchant une urbanisation industrielle cohérente du secteur.

La Municipalité de FLEVILLE avait pourtant prévu que ces terrains, classés primitivement en zone NC, devaient être mis en zone 3 NA lors de la révision du P.O.S. Cependant, par délibération du Conseil Municipal de FLEVILLE en date du 3 Juillet 1992, elle est revenue sur sa décision en conditionnant le changement de zonage à la prise d'engagements formels concernant le contournement Est de FLEVILLE. Cette position porte atteinte à l'intérêt objectif général et l'on peut constater qu'il ne peut exister aucun lien entre ces deux conditions.

- Le projet de P.O.S. révisé de FLEVILLE est également incompatible avec la déclaration d'utilité publique du 16 Janvier 1991 relative au projet de construction d'un accès par création d'un échangeur autoroutier entre l'autoroute A 33 et les zones industrielles de LUDRES et FLEVILLE.

Le parti d'aménagement retenu dans la déclaration d'utilité publique prévoit "la construction, de part et d'autre de l'autoroute, d'un couple de bretelles de sortie et d'entrée qui se raccorde ou prend son origine sur la voirie existant dans la zone industrielle de LUDRES. Cette solution comprend également le raccordement à la zone industrielle de LUDRES.

Le dispositif fonctionne en échangeur complet. Le passage d'un côté à l'autre de l'autoroute est assuré par un passage inférieur (ouvrage du canal de jonction) sous lequel, côté zone industrielle de FLEVILLE, une voie existante peut être recalibrée afin d'offrir un gabarit compatible avec l'aménagement, et côté zone industrielle de LUDRES, une voie nouvelle peut être réalisée". (...)

Le plan parcellaire relatif à la D.U.P. de l'échangeur prévoit corrélativement une emprise de voirie sur l'emprise de la future voie de desserte de la zone industrielle de LUDRES.

Or, par délibération du Conseil Municipal de FLEVILLE en date du 3 Juillet 1992, la municipalité a supprimé l'emprise foncière en emplacement réservé N° 5 du projet de P.O.S. révisé qui aurait permis le raccordement de la zone industrielle de LUDRES à l'échangeur. Par conséquent, il y a bien incompatibilité entre le P.O.S. révisé de FLEVILLE et la D.U.P. de l'échangeur entre la zone industrielle de LUDRES et la zone industrielle de FLEVILLE.

- Le principe d'établir un échangeur sur cet axe permettant ainsi de relier les zones d'activités apparaît sur les documents d'urbanisme supra-communaux, qu'il s'agisse du schéma directeur ou du schéma de secteur. A cet effet, la Commune de LUDRES avait inscrit un emplacement réservé en 1978 au P.O.S. afin de respecter les orientations du S.D.A.U. Lorsqu'il s'est agi de déplacer l'échangeur à l'Est du Canal, la Commune de LUDRES avait donné son accord sous réserve que les origines - destinations prévues dans les documents d'urbanisme soient maintenues. En supprimant toute possibilité de raccordement de la zone industrielle de LUDRES à l'échangeur, le projet de P.O.S. révisé de FLEVILLE est donc incompatible avec les dispositions du schéma directeur et du schéma de secteur, ce qui est contraire aux articles L 122-1 5e alinéa et R 122-27 du Code de l'Urbanisme.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide à l'unanimité :

- d'émettre un avis défavorable au projet de P.O.S. révisé de la Commune de FLEVILLE soumis à enquête publique,

- de solliciter des commissaires enquêteurs la prise en compte de vos observations dans le rapport de la commission d'enquête, à savoir :

1/ la mise en compatibilité du projet de P.O.S. révisé de la Commune de FLEVILLE :

. avec la D.U.P. du 16 Janvier 1991 relative à la création d'un échangeur autoroutier entre l'autoroute A 33 et les zones industrielles de LUDRES et FLEVILLE,

. avec les dispositions du S.D.A.U. et du schéma de secteur,

2/ la modification du projet de P.O.S. révisé au droit des parcelles AO 11, 12 et 13 qui jouxtent la zone de LUDRES afin de permettre une cohérence de l'urbanisation industrielle du secteur.